



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 17ème législature

### Budget des jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2030

Question au Gouvernement n° 1616

#### Texte de la question

#### BUDGET DES JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES D'HIVER DE 2030

**Mme la présidente** . La parole est à M. Antoine Valentin.

**M. Antoine Valentin** . Je devais interroger M. le ministre de l'intérieur, mais j'ai cru comprendre que tout allait bien dans le meilleur des mondes. Je poserai donc une question à la ministre des sports.

Les Jeux olympiques d'hiver de 2030 prévoyaient 500 millions d'euros de recettes de sponsoring dans leur plan de financement – 500 millions d'euros dont personne, à ce jour, n'a trouvé la moindre trace. En outre, les économistes, y compris les plus sérieux, estiment les dépenses sous-évaluées de 300 à 400 millions d'euros.

Sous-évaluation des dépenses, surestimation des recettes... On croirait presque lire le dernier budget du gouvernement, mais il s'agit malheureusement de celui de cette belle fête du sport !

Qui paiera ? Les départements, que vous associez si peu aux décisions d'un Cojop dont on peine à comprendre la gouvernance, tant ses directeurs se succèdent plus vite que les premiers ministres depuis deux ans ?

Nous nous alarmions déjà sincèrement de voir cette grande fête du sport accaparée par quelques anciens ministres, quelques présidents de région ou quelques grands patrons, tous très proches du pouvoir macroniste.

Et puis, il y a eu un ultime revirement : Nice et les Niçois ont été punis, sanctionnés pour avoir commis un double crime de lèse-majesté. D'abord, celui d'avoir voté pour l'Union des droites de notre ami Éric Ciotti. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UDR et RN.*) Surtout, celui d'avoir refusé de dépenser 180 millions d'euros d'argent public pour transformer un stade de foot à ciel ouvert de la Côte d'Azur en patinoire pour seulement quinze petites journées.

Sanctionnerez-vous systématiquement les collectivités qui ne votent pas pour le socle commun ?

**Un député du groupe EPR** . Oui !

**M. Antoine Valentin** . Qui paiera la gabegie financière et politique qui viendra entacher cette belle fête du sport, que nous soutenons pourtant ?

**Mme la présidente** . La parole est à M. le ministre délégué chargé des relations avec le Parlement.

**M. Laurent Panifous**, *ministre délégué chargé des relations avec le Parlement* . Vous aviez prévu de poser votre question à M. le ministre de l'intérieur, il est là. Vous avez changé d'avis et décidé de la poser à Mme la ministre des sports, qui est excusée – vous constatez bien qu'elle n'est pas là. J'y vois une forme de malice de votre part.

J'ai deux choses à vous répondre. D'abord, que le maire de Nice, président de votre groupe, doit assumer ses décisions. (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes EPR, SOC et Dem.*) L'interprétation politique que vous faites de l'organisation des JO 2030 n'a pas été faite lors des JO précédents !

Ensuite, et pour terminer - j'en suis désolé -, je vous invite à vérifier à qui vous posez vos questions. Je vous ai déjà invités, mesdames et messieurs les députés, à m'interroger au préalable sur le ministre que vous souhaitez interroger. Comme je l'ai dit devant la présidente de l'Assemblée nationale, mon rôle consiste à faire en sorte que vous puissiez, lors des séances de questions d'actualité interroger les ministres et qu'ils puissent vous répondre avec précision. (*M. Antoine Valentin fait mine de nager la brasse.*)

Posez vos mains, monsieur le député !

Votre question a bien été notée. Pas de démagogie, pas sur les JO !

**M. Antoine Valentin** . Après avoir ramé, vous coulez !

**M. Laurent Panifous**, *ministre délégué* . La ministre vous répondra précisément, je m'y engage. Je vous invite à vérifier à qui vous posez votre question, surtout si vous en changez en cours de séance !

**M. Julien Odoul** . C'est minable !

**Mme la présidente** . La parole est à M. Antoine Valentin.

**M. Antoine Valentin** . Faute de réponse, nous serons peut-être contraints, dans quelques mois ou quelques années, de lancer une grande commission d'enquête, comme celle qui a porté sur l'audiovisuel public, pour comprendre les grands manquements du projet et défendre les Niçois ainsi que les contribuables qui se sont dressés contre cette gabegie financière. (*Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR. - Exclamations sur les bancs des groupes LFI-NFP, SOC et EcoS.*)

**M. Sébastien Chenu** . Ils sont incapables d'assumer leurs décisions !

## Données clés

**Auteur** : [M. Antoine Valentin](#)

**Circonscription** : Haute-Savoie (3<sup>e</sup> circonscription) - Union des droites pour la République

**Type de question** : Question au Gouvernement

**Numéro de la question** : 1616

**Rubrique** : Sports

**Ministère interrogé** : Relations avec le Parlement

**Ministère attributaire** : Relations avec le Parlement

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le** : 3 juin 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 3 juin 2026